



Assemblée

Distr. générale
15 juin 2017
Français
Original : anglais

Vingt-troisième session
Kingston, 7-18 août 2017

Demande d'admission au statut d'observateur présentée conformément à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 82 du Règlement intérieur de l'Assemblée au nom du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Note du secrétariat

1. Le 24 janvier 2017, le Directeur général du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement a adressé une lettre au Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins pour demander l'admission au statut d'observateur auprès de l'Assemblée de l'Autorité. Le texte de la lettre et les renseignements complémentaires fournis par le demandeur figurent dans les annexes I et II¹ de la présente note.
2. À l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 82 du Règlement intérieur de l'Assemblée, il est prévu que les organisations intergouvernementales telles que le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement peuvent participer aux travaux de l'Assemblée en tant qu'observateurs si celle-ci les y invite.
3. Les paragraphes 3 et 4 du même article disposent que les observateurs visés à l'alinéa d) du paragraphe 1 peuvent participer, à l'invitation du Président, aux délibérations de l'Assemblée sur les questions relevant de leur compétence, et que les déclarations écrites qu'ils présentent sont distribuées par le secrétariat aux membres de l'Assemblée.

¹ L'annexe II est publiée uniquement dans la langue dans laquelle elle a été soumise.



Annexe I

Lettre datée du 24 janvier 2017, adressée au Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins par le Directeur général du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement prie respectueusement l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins de lui accorder le statut d'observateur auprès de l'Autorité, en application de l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 82 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

Le Programme régional océanien de l'environnement est une organisation intergouvernementale créée en 1992 par ses États membres afin d'appuyer la coopération régionale et la coordination de la protection, de la gestion et du développement durable de l'environnement du Pacifique. La Convention portant création du Programme est entrée en vigueur en 1993, faisant ainsi officiellement de l'organisation un organisme autonome. Le Programme régional océanien de l'environnement compte actuellement 26 membres, à savoir 21 îles du Pacifique et cinq pays continentaux.

Le Programme s'emploie à concrétiser son ambition de faire du Pacifique une région qui préserve les moyens de subsistance de ses habitants et son patrimoine naturel dans le respect des cultures locales, en travaillant sur quatre axes prioritaires :

- a) La résilience face aux changements climatiques;
- b) La protection de l'écosystème et de la biodiversité;
- c) L'efficacité de la gestion des déchets et de la lutte antipollution;
- d) La gouvernance environnementale.

Le Programme régional océanien de l'environnement porte un vif intérêt aux travaux de l'Autorité internationale des fonds marins et souhaite devenir un observateur officiel, compte tenu des éléments suivants :

a) Il exerce une responsabilité unique en ce qui concerne les questions environnementales dans la région du Pacifique;

b) Il est actif dans de nombreux domaines liés à l'océan, notamment dans les domaines de la surveillance et de l'observation des océans, de l'acidification des océans, de la protection des espèces menacées et migratoires, de la pollution marine, de la réduction des débris et de la protection de la biodiversité au-delà des juridictions nationales;

c) Il s'emploie activement à promouvoir et à renforcer les capacités à l'aide d'outils et de méthodes applicables à la gestion des ressources et des activités dans la Zone, notamment les études d'impact sur l'environnement, l'évaluation stratégique environnementale, l'aménagement de l'espace marin, la gestion écosystémique et les zones marines protégées;

d) Quatre pays membres du Programme régional océanien de l'environnement (les Îles Cook, Kiribati, Nauru et les Tonga) ont parrainé des entreprises désireuses de signer des contrats avec l'Autorité internationale des fonds marins afin de pouvoir mener des activités d'exploration des grands fonds marins dans la Zone;

e) Les normes réglementaires qui s'appliquent à l'exploitation minière des grands fonds dans la Zone sont susceptibles d'avoir une incidence sur la réglementation régissant l'exploitation minière des grands fonds dans les zones économiques exclusives des membres du Programme.

De plus amples informations figurent dans la pièce jointe^a.

Le Programme régional océanien de l'environnement estime qu'il peut apporter un point de vue singulier et précieux sur la gestion des ressources, ainsi que sur l'organisation et le contrôle des activités dans la région. En conséquence, je vous prie d'appuyer notre demande d'admission au statut d'observateur.

Le Directeur général du Secrétariat
du Programme régional
océanien de l'environnement
(*Signé*) Kosi **Latu**

^a Voir annexe II.

Annex II

Supporting information to the request by the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme for observer status in the Assembly of the International Seabed Authority

1. Name of organization

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)

2. Office address

SPREP
Avele Road
Apia, Samoa

Postal address (preferred)

SPREP
PO Box 240
Apia, Samoa

3. Names of proposed primary representatives

Kosi Latu
Director General
kosil@sprep.org

Clark Peteru
Acting Director, Environmental Monitoring and Governance Division Legal Adviser
clarkp@sprep.org

4. Purposes of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme

Under the Agreement establishing the South Pacific Regional Environment Programme, the purposes of the organization are to promote cooperation in the South Pacific region and provide assistance in order to protect and improve its environment and to ensure sustainable development for present and future generations (art. 2).

The vision of SPREP is: “A resilient Pacific environment sustaining our livelihoods and natural heritage in harmony with our cultures.”

5. History

The Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme commenced in the late 1970s as a joint initiative of the South Pacific Commission and the South Pacific Bureau for Economic Cooperation, with funding from the Economic and Social Commission for Asia and the Pacific of the United Nations and the United Nations Environment Programme (UNEP). Following the Conference on the Human Environment in the South Pacific in 1982, the South Pacific Regional Environment Programme was established as a separate entity within the South Pacific Commission, based in Noumea. In 1990, the Programme became the South Pacific component of the UNEP Regional Seas Programme.

SPREP left the South Pacific Commission in Noumea in 1992 and relocated to Samoa. It achieved autonomy as an independent intergovernmental organization,

with the signing of the Agreement establishing the South Pacific Regional Environment Programme, in Apia, on 16 June 1993.

SPREP is recognized as the Pacific region's key intergovernmental organization for the environment and sustainable development and it functions as the secretariat for two regional conventions: the Convention for the Protection of the Natural Resources and Environment in the South Pacific Region (Noumea Convention); and the Convention to Ban the Importation into Forum Island Countries of Hazardous and Radioactive Wastes and to Control the Transboundary Movement and Management of Hazardous Wastes within the South Pacific Region (Waigani Convention).

6. Recent activities

With respect to its environmental mandate, the SPREP secretariat provides national-level technical advice, programme support, human and institutional capacity-building, and coordinated regional responses to global issues and international agreements, for example, the United Nations Convention on the Law of the Sea, the Convention on Biological Diversity, the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals and the International Convention for the Prevention of Pollution From Ships.

Since 2011, SPREP has collaborated with the South Pacific Commission-European Union Deep Sea Minerals Project and has provided technical input to support the development of the Regional Legislative and Regulatory Framework for Deep Sea Minerals Exploration and Exploitation, the Regional Environmental Management Framework for Deep Sea Minerals Exploration and Exploitation and the Regional Scientific Research Guidelines for Deep Sea Minerals. The secretariat was invited by the South Pacific Commission to deliver presentations on environmental impact assessments, strategic environmental assessments, risk assessments, environmental best practices and the precautionary approach at the Workshop on Environmental Management of Deep Sea Mineral Activities, held in Fiji in October 2015.

In 2015, SPREP prepared a submission to the International Seabed Authority with regard to the development of a regulatory framework for mineral exploitation in the Area.

Throughout 2016, SPREP has been working alongside the Pacific Islands Forum Secretariat, the Pacific Community and the Forum Fisheries Agency to provide technical and policy support for the Pacific small island developing States at the United Nations in negotiations on the development of an international legally binding instrument under the United Nations Convention on the Law of the Sea on the conservation and sustainable use of marine biological diversity of areas beyond national jurisdiction. SPREP support has been provided in line with the organization's mandate on environmental matters and the core activities of the secretariat under the Convention on Biological Diversity and the Nagoya Protocol and in relation to environmental planning tools (e.g., environmental impact assessments, strategic environmental assessments and marine spatial planning).

SPREP has also undertaken spatial analysis of ecologically or biologically significant marine areas and deep sea mining contract areas in areas beyond national jurisdiction.

7. Descriptive statement of the extent to which the purpose of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme relates to that of the International Seabed Authority and the contribution that the Programme can make to the progress of the Authority

The purpose of the SPREP Secretariat in promoting cooperation among the Programme's members and providing assistance with protecting and improving the environment ensuring sustainable development for present and future generations is aligned with the responsibility of the International Seabed Authority to organize and control activities in the Area and ensure that the marine environment is protected from the potential harmful effects of deep seabed mining.

As the Pacific region's intergovernmental environment agency, SPREP has the acknowledged lead in the following areas relevant to the work of the Authority:

- Ocean monitoring and observation
- Marine protected areas
- Protection of threatened and migratory species
- Reduction of marine pollution
- Reduction of marine debris
- Marine spatial planning
- Environmental impact assessments and strategic environmental assessments
- Protection of biodiversity beyond national jurisdiction

8. Structure

SPREP is an intergovernmental organization with two organs, the SPREP Meeting and the Secretariat. The SPREP Meeting elects a chair from among its members who remains in office until the following Meeting.

The SPREP Meeting is convened by the SPREP Director General, who is the head of the Secretariat and holds responsibility for the administration and management of SPREP.

The Secretariat is located in Apia and plays the lead role in implementing the strategic plan of SPREP, with cooperation and support from the Programme's members.

The Programme's broad portfolio of ocean responsibilities, as listed above, is spread across and integrated among all technical programmes of the Secretariat, and the Secretariat's Blue Team is the mechanism through which much of this integration is carried out.

9. SPREP members

SPREP members are American Samoa, Australia, Commonwealth of the Northern Mariana Islands, Cook Islands, Fiji, France, French Polynesia, Guam, Kiribati, Marshall Islands, Micronesia (Federated States of), Nauru, New Caledonia, New Zealand, Niue, Palau, Papua New Guinea, Samoa, Solomon Islands, Tokelau, Tonga, Tuvalu, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United States of America, Vanuatu and Wallis and Futuna.

10. Affiliated organizations

SPREP is one of several intergovernmental agencies comprising the Council of Regional Organizations in the Pacific. The other agencies are the Pacific Islands Forum Fisheries Agency, the Pacific Community, the Pacific Islands Development Programme, the Pacific Islands Forum Secretariat, the Pacific Power Association, the South Pacific Tourism Organization and the University of the South Pacific.

The agencies of the Council of Regional Organizations in the Pacific work together to ensure that regional organizations pursue their collective aim of achieving sustainable development in Pacific island countries and territories in the most effective and efficient manner.
